

Le peuple catalan a le droit de décider de son avenir

Liberté pour les prisonniers politiques

Solidarité avec le peuple Catalan

Exposé des motifs

Le gouvernement de la droite espagnole de monsieur Rajoy a tout fait pour interdire le référendum du 1er Octobre 2017, décidé par le Parlement catalan : arrestation d'un ministre et perquisitions au siège de la Generalitat de Catalogne, mise sous tutelle des finances de la Generalitat, menaces contre les élus, les journalistes, les imprimeurs, saisies de matériel. Face à la répression de l'Etat espagnol, la volonté d'expression et la mobilisation non-violente du peuple catalan a été exemplaire. Malgré le déploiement de la Guardia Civil, organisant une répression rappelant les années de plomb du franquisme, la mobilisation a permis de protéger un grand nombre des bureaux de vote, avec une participation de plus de trois millions de votants dont 770.000 n'ont pu voir leurs voix prise en comptes plus de 400 bureaux de votes ayant été envahis par la police et leurs urnes dérobées.

La situation depuis la tenue du référendum du 1er octobre s'est aggravée sur tous les plans :

- Plus de 10 000 agents des forces de sécurité de l'État ont été déployés dans toute la Catalogne pour essayer de fermer les bureaux de vote, réquisitionner les urnes et les bulletins de vote : 844 blessés par la police de l'Etat espagnol et la Guardia Civil ont été constatés
- Arrestation et mise en détention des deux « Jordi », Jordi Sànchez président de l'Assemblée nationale catalane et Jordi Cuixart, président d'Òmnium Cultural et de 8 ministres dont Raül Roméva le ministre des affaires extérieures, ancien eurodéputé vert
- Mise sous tutelle de la Catalogne et retour de fait aux institutions de l'Etat central d'avant 1978.

L'écologie considère que la lutte contre toutes les dominations de genre, de classe, de race est inséparable de la lutte contre la domination étatique. C'est pour cela que la question du confédéralisme démocratique ne se réduit pas à l'indépendance nationale mais peut et doit se vivre à l'intérieur même des Etats. La souveraineté des peuples c'est l'autogestion, l'autogouvernement et la coopération à tous les niveaux, de l'entreprise au quartier, de la ville à la région, de la région à l'Etat et au monde. Nous sommes un peuple-monde.

MOTION :

EELV :

- demande le respect du principe d'autodétermination et du droit des peuples à disposer d'eux mêmes dans le respect de leurs propres minorités et notamment de celui du droit de décider ; le respect du vote des 2. 300.000 catalans qui se sont exprimé le 1er octobre ;
- salue la non violence exemplaire dont fait preuve le peuple catalan, tout en dénonçant les provocations de Madrid aux relents post franquistes ;
- L'arrêt de la répression sous toutes ses formes, la liberté sans condition des militants emprisonnés et le retrait des forces policières et militaires du territoire catalan, l'arrêt des poursuites contre le président et les ministres du gouvernement catalan, contre la présidente du Parlement catalan, contre les responsables des deux principales associations, contre le responsable des Mossos d'Esquadra (police catalane) ;
- EELV demande une rapide visite de nos eurodéputé/es aux ministres catalan/es incarcéré/es au titre de marque de solidarité concrète ;
- Le soutien aux droits démocratiques du peuple de Catalogne et le refus de toute remise en cause des avancées de l'autonomie actuelle par l'imposition de l'article 155 de la Constitution de l'Etat espagnol (médiat publics, éducation et culture, police catalane, droits du Parlement Catalan...) ;
- EELV appelle toutes les parties à annoncer qu'elles respecteront le verdict des urnes du 21 décembre et ses conséquences politiques comme le Président et le gouvernement de la Generalitat l'ont déjà fait.
- EELV appelle les citoyens à soutenir la lutte du peuple catalan et soutiendra sur la base de cette motions les initiatives en ce sens dans les prochaines semaines, notamment à travers la participation au Collectif de Solidarité avec le Peuple Catalan (France) ;
- condamne les positions du gouvernement Macron-Philippe et des autorités européennes complices du gouvernement Rajoy, demande aux gouvernements de l'Union Européenne de dénoncer les violences actuelles ainsi que l'acharnement de Madrid contre le peuple catalan et ses institutions. EELV demande ainsi à l'Union Européenne de jouer un rôle pour qu'une véritable négociation s'ouvre entre l'Espagne et la Catalogne. La médiation demandée doit explorer le spectre large des modus vivendi, à l'issue de ce

scrutin, pour dégager une voie acceptable par toutes les composantes, via un referendum légal en Catalogne et en Espagne pour y réformer la Constitution.